

L'OBS

L'Obs > Economie

Au Mans, cette usine soigne le handicap par le travail



Autisme, paranoïa, retards cognitifs... Autant de handicaps que l'on peut surmonter grâce aux vertus de l'imitation et à la plasticité du cerveau. La Fondation Amipi en apporte la preuve dans ses usines "apprenantes". Reportage dans la Sarthe.

Publié le 01 février 2019 à 15h24

Par **Baptiste Legrand**

Sur le parking, quelque chose cloche. Comment faut-il garer sa voiture, en épi ou en bataille ? Ni l'un ni l'autre, semble-t-il. Les véhicules sont stationnés un peu au hasard, sans ordre apparent, ce qui nous oblige à un prudent slalom. Nous voici devant une usine pas comme les autres. Ses salariés sont en situation de handicap, ils souffrent de retards cognitifs importants, d'autisme, de trisomie, de paranoïa, de schizophrénie... Non seulement ils ont pourtant trouvé une entreprise qui leur procure du travail, mais qui, ce faisant, les soigne. C'est ce qu'explique le neuropsychiatre Jean-Michel Oughourlian dans son livre, "Le Travail qui guérit", publié à l'automne 2018 chez Plon.

Il y parle notamment d'Antoine, "diagnostiqué autiste, prostré, qui ne parlait pas, ne bougeait pas sauf dans ses moments de crise". Placé devant une table de travail, encouragé à imiter les autres ouvriers, à reproduire un geste simple, il a mis des mois avant de réagir. "Puis, un jour, il a imité. Il a travaillé. Les gestes se sont complexifiés au rythme de son évolution. A l'usine, Antoine est devenu un opérateur presque comme les autres." On s'est demandé comment c'était possible. On est allé voir.

Située en périphérie du Mans, dans une zone d'activités proche de l'université, l'usine Amipi fait de la sous-traitance pour l'industrie automobile : 158 opérateurs y assemblent des circuits électriques destinés à alimenter les phares des voitures, notamment celles produites à l'usine PSA de Sochaux (Doubs).

Dans le vaste bâtiment règne une discipline rigoureuse qui tranche avec l'extérieur. Chaque chose est à sa place. Sur l'une des lignes de production, une ouvrière manipule avec dextérité des câbles de différentes couleurs. Elle les glisse dans une gaine de protection, avant de passer le relais à son collègue, derrière elle, qui fixe un adhésif isolant. Les postes de travail ont été adaptés à leurs handicaps. Ainsi, pour ces ouvriers qui lisent difficilement ou pas du tout, des dessins et des photos décomposent avec précision les différents gestes à réaliser.

"Aujourd'hui, je suis joker"

Certains salariés, renfermés, refusent d'échanger avec le visiteur que nous sommes. Ce n'est pas le cas de Léo (les salariés à qui nous avons parlé ont choisi d'être présentés par leur seul prénom). Jeune homme dynamique et spontané de 26 ans, il parle sans gêne de ses difficultés :

"Je suis dyslexique et dystaxique, ça veut dire que je contrôle mal mes mouvements."

La faute, explique-t-il, à sa difficulté à voir le relief. Il travaille ici depuis trois ans. "Au début, je me cognais partout ! Maintenant, ça va mieux." Outre sa tâche de production, Léo a aussi pour mission de contrôler la propreté de la cafétéria. Un smiley vert signifie que tout va bien, un smiley rouge prévient son collègue chargé de l'entretien qu'il faudra passer nettoyer.

Françoise est loin d'être aussi expansive. Elle souffrait d'une timidité extrême à son arrivée dans l'entreprise, en 1994. Mais, avec le temps, cette femme toute menue de 48 ans a pris confiance en elle. La preuve, après avoir hésité à nous parler, elle finit par décrire non sans fierté un parcours exemplaire :

"J'ai d'abord travaillé sur la chaîne de production, puis je suis passée au contrôle de la qualité. Aujourd'hui, je suis joker, je peux travailler à différents postes. Et quand des nouveaux arrivent, c'est moi qui les forme."

Son mari travaille lui aussi à l'usine Amipi du Mans. Le couple a trois enfants.

On ne sait pas toujours quel est le handicap de chacun de ces salariés. Et qu'importe. "Nous ne demandons pas le dossier médical", explique le directeur de l'établissement, Quentin Lambert. Il précise toutefois : "en majorité, ce sont des retards cognitifs", c'est-à-dire une insuffisance des facultés déterminant les fonctions du langage, de motricité, ou encore des capacités d'interactions sociales.

Un apprentissage fondé sur la pratique et l'imitation

Venir travailler à l'usine Amipi a permis à ces hommes et ces femmes de surmonter une partie de leurs difficultés. "Grâce à cet apprentissage, le cerveau se développe", explique le neuropsychiatre Jean-Michel Oughourlian. Comment ? "C'est l'effet de la plasticité du cerveau, qui n'a pas fini de nous étonner !" Et plus précisément de nos neurones miroirs, qui se développent par mimétisme. "C'est ainsi qu'une dame qui ne sait pas lire a appris à photographier des mots, et ainsi ne se trompe jamais", poursuit le professeur, par ailleurs président de l'Association des médecins de l'Hôpital américain de Paris. Il vante l'avantage d'un apprentissage fondé sur la pratique et l'imitation :

"La tradition en France, c'est d'apprendre d'abord, d'appliquer ensuite. Ici, on fait l'inverse. Car c'est en forgeant qu'on devient forgeron ! On met les gens directement à un poste de travail mais avec un modèle à imiter. Et c'est d'autant plus efficace que ce modèle n'est pas votre rival, comme on le voit parfois dans une entreprise classique."



(Gaspard Thiekaro)

L'usine est donc tout autant un lieu de production qu'un lieu d'apprentissage. "Chaque geste fait évoluer le cerveau. Et dès qu'un geste devient trop facile à réaliser, trop répétitif, il faut changer de poste", décrit Quentin Lambert. Les gestes se complexifient peu à peu, au rythme de l'évolution de chacun.

Un rôle social

Le travail procure aussi un rôle social, explique Jean-Michel Oughourlian :

"C'est extrêmement important, ce travail donne un sens à leur vie. C'est ce qui fait la différence avec des pratiques comme l'art-thérapie. Il y a des gens qui ont peur de tout, sauf de venir à l'usine."

Quentin Lambert confirme :

"Leur vie sociale est ici. Ils ont une valeur travail très forte. Ils prennent moins de pauses et disent les choses très directement. Certains n'aiment pas les vacances ! Mais ils sont obligés de les prendre, c'est la loi."

C'est le cas de Christian. Il vient de fêter ses 60 ans. Sa grande peur, c'est de partir bientôt à la retraite, ce qui bouleverserait une vie minutée : lui qui habite chez sa sœur se lève tous les matins à 6 heures précises, prend son vélo jusqu'à l'arrêt du bus qui le conduit à travers la campagne sarthoise jusqu'à l'usine.

Un vrai salaire

Chaque salarié est payé autour de 1.200 euros net. C'est à peine plus que le smic, mais bien mieux que les 860 euros mensuels de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH). Amipi perçoit une aide au poste. Cette subvention représente un tiers des ressources, ce qui ne suffit pas à couvrir les frais de fonctionnement des six sites du groupe, tous situés dans l'ouest de la France (Le Mans, Angers, Blois, Tours, Cholet, Nantes), qui emploient 750 opérateurs en situation de handicap.

Un peu plus de la moitié des ressources proviennent de la marge dégagée par la production des câbles automobiles, vendus aux constructeurs dans le cadre de leur politique RSA et handicap. Le reste est comblé par les revenus d'une fondation reconnue d'utilité publique, la Fondation Amipi-Bernard Vendre, fondée dans les années 1960 par Maurice Vendre. Père d'un enfant trisomique, il a eu l'intuition qu'il était possible de développer les capacités cérébrales par le travail.

"Le travail productif guérit l'individu et la société"

C'est aujourd'hui Jean-Marc Richard qui a la responsabilité de faire vivre la fondation. Lui qui a été récompensé à l'automne 2018 du prix de l'entrepreneur de l'année, catégorie "engagement sociétal", est un homme énergique qui vient de mener à bien le déménagement de l'usine de Nantes sur un site flambant neuf. "Notre fondation est devenue un modèle", dit-il.

"Nous apportons la preuve que le travail productif guérit. Il guérit l'individu, et l'évolution de nos opérateurs en atteste. Mais il guérit aussi la société : il est la meilleure arme contre l'exclusion."

Jean-Marc Richard tient aussi à souligner que ses usines ne coûtent pas à la collectivité.

"La fondation reçoit autant en aides publiques qu'elle paye en TVA et charges sociales."

Les emplois, mêmes subventionnés, permettent d'éviter les dépenses de prestations sociales qui seraient versées aux personnes handicapées si elles restaient chez elles. La fondation affirme ainsi qu'en vingt ans, elle a permis "une non-dépense sociale de 350 millions d'euros". D'autant plus que certains ouvriers quittent Amipi pour aller travailler dans des usines classiques.

Après deux ans de travail au Mans, le jeune Kévin est ainsi parti faire un stage d'insertion professionnelle de trois semaines, comme magasinier. Malgré sa motivation, l'expérience n'a pas été concluante et il est revenu à l'Amipi. Ce sera peut-être pour la prochaine fois. "25% à 30% de notre personnel est prêt à partir travailler en milieu ordinaire", estime Quentin Lambert. La principale difficulté n'est pas du côté des handicapés mais des entreprises, qui ne sont pas toujours prêtes à les accueillir.

Baptiste Legrand

Baptiste Legrand

Journaliste